

Compte rendu des délibérations, y compris les motifs de décision

relativement à

Demandeurs

Ontario Power Generation Inc.,
Bruce Power Inc., Hydro-Québec,
Énergie nucléaire du Nouveau-Brunswick

Objet

Demandes de modification des permis
d'exploitation d'un réacteur de puissance afin
d'incorporer les exigences du document
d'application de la réglementation RD-204,
*Accréditation des personnes qui travaillent
dans des centrales nucléaires.*

Date de
l'audience

11 décembre 2008

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS

Demandeurs : Bruce Power Inc., Hydro-Québec, Énergie nucléaire du Nouveau-Brunswick, Ontario Power Generation Inc.

Adresses : Bruce Power Inc. : C.P. 1540, B10, 4th Floor W., Tiverton (Ontario) N0G 2T0
Hydro-Québec : Centrale nucléaire Gently-2, 4900, boul. Bécancour, Bécancour (Québec) G9H 3X3
Énergie nucléaire du Nouveau-Brunswick : Centrale nucléaire Point Lepreau, C.P. 600, Lepreau (Nouveau-Brunswick) E5J 2S6
Ontario Power Generation Inc. : 700 University Avenue, Toronto (Ontario) M5G 1X6

Objet : Demandes de modification des permis d'exploitation d'un réacteur de puissance afin d'incorporer les exigences du document d'application de la réglementation RD-204, *Accréditation des personnes qui travaillent dans des centrales nucléaires*

Demandes reçues le : Bruce Power Inc. : 22 novembre 2007
Hydro-Québec : 21 novembre 2007
Énergie NB : 21 novembre 2007
Ontario Power Generation Inc. : 21 novembre 2007

Date de l'audience : 11 décembre 2008

Lieu : Ajax Convention Centre, 550 Beck Crescent, Ajax (Ontario) L1Z 1C9

Commissaire : M. Binder, président M.J. McDill
A.R. Graham A. Harvey
C.R. Barnes R. Barriault

Secrétaire : K. McGee
Avocat général principal : J. Lavoie
Rédactrice du compte rendu : P. Bourassa

Représentants des demandeurs	Documents
<ul style="list-style-type: none"> • Bruce Power Inc. <ul style="list-style-type: none"> - F. Saunders, vice-président, Surveillance réglementaire - C. Horton, gestionnaire chargé de la formation - M. Durham, gestionnaire de département, Formation pour l'accréditation • Hydro-Québec <ul style="list-style-type: none"> - N. Sawyer, chef de centrale • Énergie NB <ul style="list-style-type: none"> - D. Parker, chef de centrale • Ontario Power Generation Inc. <ul style="list-style-type: none"> - P. Tremblay, premier vice-président, Programmes nucléaires et formation - A. Sheiver, directeur, Formation en nucléaire 	<p>CMD 08-H28.1</p> <p>CMD 08-H28.2</p> <p>CMD 08-H28.3</p> <p>CMD 08-H28.4</p>
Personnel de la CCSN	Documents
<ul style="list-style-type: none"> • I. Grant • K. Heppell-Masys • J. Cameron • G. Turcotte 	<p>CMD 08-H28</p> <p>CMD 08-H28.A</p>
Intervenants	Documents
<ul style="list-style-type: none"> • D. Stafford • Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique 	<p>CMD 08-H28.5</p> <p>CMD 08-H28.6</p>

Permis : modifiés

Table des matières

Introduction	1
Décision	2
Questions à l'étude et conclusion de la Commission	3
<i>Qualifications et mesures de protection</i>	4
<i>Surveillance réglementaire</i>	5
<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>	6
Conclusion	6

Introduction

1. En 2000, la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN¹) a décidé d'éliminer progressivement le rôle direct du personnel de la CCSN dans le processus d'accréditation du personnel travaillant aux centrales nucléaires et d'adopter un programme d'évaluation et d'audit des processus de formation et d'examen administrés par les titulaires de permis ainsi que de leurs résultats. Cette décision est conforme à la politique de la CCSN qui veut que les titulaires de permis soient directement responsables de la gestion sûre des activités réglementées. L'approche s'harmonise également avec l'orientation et les pratiques internationales de formation et d'accréditation du personnel.
2. Dans le cadre du transfert prévu des examens d'accréditation de la CCSN aux titulaires de permis de centrale nucléaire, la Commission a approuvé, lors de la réunion publique² de septembre 2007, la publication et la mise en œuvre du document d'application de la réglementation RD-204, *Accréditation des personnes qui travaillent dans des centrales nucléaires*. Ce document décrit en détail les exigences que doivent respecter les personnes qui souhaitent obtenir une accréditation ou un renouvellement d'accréditation par la CCSN pour un poste mentionné dans le permis d'une centrale nucléaire, conformément à la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*³ (LSRN) et ses règlements d'application. Le document RD-204 établit également les programmes et les processus de soutien que les titulaires de permis doivent mettre en place afin de former ces personnes et de leur faire passer des examens. Le document RD-204 devient une exigence juridique lorsqu'il est cité en renvoi dans un permis.
3. Ontario Power Generation Inc. (OPG), Bruce Power Inc. (Bruce Power), Hydro-Québec et Énergie nucléaire du Nouveau-Brunswick (Énergie NB) ont demandé à la CCSN de modifier leurs permis d'exploitation d'un réacteur de puissance (PROL) délivrés pour leurs centrales nucléaires respectives. Les modifications ont pour but d'incorporer le document RD-204 dans leur permis et d'autoriser ainsi les titulaires de permis à gérer directement la formation et les examens des employés qui doivent obtenir une accréditation.

Points étudiés

4. Dans son examen de la demande, la Commission devait décider, conformément au paragraphe 24(4) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* :
 - a) si les demandeurs sont compétents pour exercer les activités visées par les permis modifiés;

¹ On désigne la Commission canadienne de sûreté nucléaire comme la « CCSN » lorsqu'on renvoie à l'organisation et à son personnel en général, et comme « la Commission » lorsqu'on renvoie au tribunal.

² Consulter le procès-verbal de la réunion de la CCSN tenue les 12 et 13 septembre 2007.

³ L.C. 1997, ch. 9

- b) si, dans le cadre de ces activités, ils prendront les mesures voulues pour préserver la santé et la sécurité des personnes, protéger l'environnement, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

Audience

5. Aux termes de l'article 22 de la *LSRN*, le président de la Commission a établi une formation de la Commission pour entendre la question.
6. Pour rendre sa décision, la Commission a étudié les renseignements présentés dans le cadre d'une audience tenue le 11 décembre 2008, à Ajax (Ontario). L'audience s'est déroulée conformément aux *Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*⁴. Dans le cadre de l'audience, la Commission a examiné les mémoires du personnel de la CCSN (CMD 08-H28 et 08-H28.A), de Bruce Power (CMD 08-H28.1), d'Hydro-Québec (CMD 08-H28.2), d'Énergie NB (CMD 08-H28.3), d'OPG (CMD 08-H28.4) et de deux intervenants (CMD 08-H28.5 et CMD 08-H28.6)

Décision

7. D'après son examen de la question, décrit plus en détail dans les sections suivantes de ce compte rendu, la Commission conclut que les demandeurs sont compétents pour exercer les activités visées par les permis modifiés et que, dans le cadre de ces activités, ils prendront les mesures voulues pour protéger l'environnement, préserver la santé et la sécurité des personnes, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

Par conséquent, conformément à l'article 24 de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, la Commission modifie les permis d'exploitation d'un réacteur nucléaire délivrés à Ontario Power Generation Inc. pour ses centrales Darlington, Pickering-A et Pickering-B; à Bruce Power Inc. pour ses centrales Bruce-A et Bruce-B; à Hydro-Québec pour sa centrale Gentilly-2; et à Énergie NB pour sa centrale Point Lepreau. Voici les permis modifiés, en vigueur au 1^{er} février 2009 :

Centrale nucléaire Darlington PROL 13.04/2013
Centrale nucléaire Pickering-A PROL 04.10/2010
Centrale nucléaire Pickering-B PROL 08.02/2013
Centrale nucléaire Bruce-A PROL 08.17/2009
Centrale nucléaire Bruce-B PROL 16.18/2009
Centrale nucléaire Point Lepreau PROL 17.08/2011

Le permis d'exploitation modifié pour Gentilly-2 sera en vigueur suivant l'approbation des documents qui suivent ci-dessous, à une date prévue au plus tard le 1^{er} mai 2009.

⁴ DORS/2000-211

8. La Commission mentionne qu'Hydro-Québec n'a pas besoin d'entamer des programmes de formation et d'examen en vue de l'accréditation avant la fin de 2009. Elle souligne également que certains problèmes de documentation doivent être réglés en ce qui concerne le processus d'accréditation d'Hydro-Québec avant que le processus ne soit entièrement mis en œuvre, conformément aux conditions du permis modifié. Par conséquent, la Commission a décidé de modifier le permis. Toutefois, la date d'entrée en vigueur du permis dépendra de l'approbation des documents suivants d'Hydro-Québec : « Partage des responsabilités à la Direction production nucléaire, MG-01-01 », révision 1.0 et « Programme de radioprotection, DR-46 », révision 0.1. La Commission délègue le pouvoir d'approuver ces documents au directeur général de la Direction de la réglementation des centrales nucléaires.
9. La Commission assortit les permis des conditions recommandées par le personnel de la CCSN dans le document CMD 08-H28.A, ainsi que des modifications précisées dans les paragraphes suivants.
10. La condition de permis 2.2 au 2^e paragraphe des permis d'Hydro-Québec et d'Énergie NB seront modifiés de manière à ce que le titulaire de permis doive demander l'approbation écrite de la Commission afin de déroger aux points a) et b) qui portent sur l'effectif de quart minimum à respecter en tout temps dans l'installation nucléaire et dans la salle principale de commande. Ces modifications aligneront les permis d'Hydro-Québec et d'Énergie NB sur les autres permis de centrale nucléaire.
11. La Commission demande au personnel de la CCSN de lui présenter un rapport sur le rendement des titulaires de permis concernant leur administration de la formation et des examens d'accréditation dans le cadre du Rapport sur les centrales nucléaires présenté annuellement lors d'une réunion publique de la Commission.

Questions à l'étude et conclusion de la Commission

12. Pour rendre sa décision, la Commission a examiné les questions pertinentes concernant les qualifications des demandeurs à exercer les activités proposées et la justesse des mesures proposées pour protéger l'environnement, préserver la santé et la sécurité des personnes, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

Qualifications et mesures de protection

13. Le personnel de la CCSN a fourni des détails sur les conditions de permis qui doivent être modifiées ou ajoutées aux permis et qui préciseront les exigences réglementaires que doivent respecter les titulaires de permis lorsqu'ils administrent leurs programmes en vue de l'accréditation. Le personnel de la CCSN a ajouté que les titulaires de permis ont pris des mesures pour commencer la mise en œuvre de ces modifications réglementaires, avec la mise en place de certaines dispositions transitoires pour chaque centrale. Il a expliqué que les dispositions transitoires sont nécessaires pour réduire au minimum l'impact et coordonner l'introduction de nouvelles exigences pour chaque titulaire de permis.
14. Le personnel de la CCSN a indiqué que le personnel de formation des titulaires de permis répond aux attentes réglementaires à l'égard de la qualification et que ce personnel s'acquitte efficacement des tâches qui lui sont assignées. Il a également vérifié que les processus et les procédures des titulaires de permis maintiennent des exigences de qualification documentées pour les formateurs.
15. Le personnel de la CCSN a souligné que, actuellement, tous les titulaires de permis ont des examinateurs qualifiés en poste. Cependant, les documents des titulaires de permis n'ont pas permis de dégager clairement la conformité aux exigences relatives au processus de maintien des compétences des examinateurs et au processus de formation des nouveaux examinateurs. À cet égard, le personnel de la CCSN a déclaré qu'il continuera d'évaluer la qualification des examinateurs au cas par cas tant que la documentation des titulaires de permis ne sera pas adéquate.
16. En ce qui a trait aux procédures d'examen d'accréditation des titulaires de permis, le personnel de la CCSN a affirmé que les procédures sont suffisamment acceptables pour permettre aux titulaires de permis d'administrer les examens d'accréditation initiale.
17. Le personnel de la CCSN a mentionné que les titulaires de permis devront procéder à une série d'évaluations formelles des candidats pendant leur formation afin de confirmer qu'ils possèdent les connaissances et les compétences requises pour exécuter les fonctions liées à leur poste. À cet égard, OPG s'est engagée à mettre à niveau son système d'évaluation formelle, tandis que les autres titulaires de permis conservent leur système actuel. Le personnel de la CCSN a indiqué qu'il continuera de surveiller les progrès des titulaires de permis relativement à la mise à niveau de leurs systèmes, mais qu'il considère que les pratiques actuelles suffisent pour appuyer les modifications proposées.

18. La Commission souligne le fait que le permis proposé pour Hydro-Québec ne fait pas référence aux mêmes titres de postes que ceux indiqués dans les autres permis et demande des précisions afin de confirmer que les postes visés par l'accréditation sont similaires. Le personnel de la CCSN a confirmé que les postes ont des titres divergents ainsi que des rôles et des responsabilités différents qui sont spécifiques à la centrale, mais qu'ils sont tous assujettis aux mêmes exigences. Hydro-Québec confirme et ajoute que le titre des postes, ainsi que les responsabilités générales associées à chacun, est un choix que le titulaire de permis a fait pour sa structure organisationnelle.
19. La Commission demande l'avis du personnel de la CCSN au sujet du commentaire d'un intervenant selon lequel les titulaires de permis pourraient limiter le matériel de formation en vue de réduire le matériel de formation de base servant aux examens. Le personnel de la CCSN a affirmé ne pas être d'accord et expliqué que les titulaires de permis exécutent leurs programmes de formation en fonction d'une approche systématique à la formation qui est axée sur le rendement au travail.
20. Dans son intervention, le Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique a appuyé les demandes d'OPG et de Bruce Power en ce qui concerne les centrales nucléaires où le syndicat est représenté.

Surveillance réglementaire

21. Le personnel de la CCSN a présenté une vue d'ensemble de son programme de surveillance réglementaire améliorée servant à vérifier la qualité des programmes de formation et d'examen en vue de l'accréditation des titulaires de permis. Le personnel a mentionné que la mise en œuvre de son programme de conformité servira de fondement pour l'acceptation des résultats des programmes des titulaires de permis et leur assurance à l'égard de la compétence de leurs employés.
22. Le personnel de la CCSN a mentionné qu'il a élaboré une stratégie de conformité pour la surveillance réglementaire de la formation et des examens d'accréditation. Cette stratégie comprendra des activités, comme l'examen des documents et des inspections. Le personnel a ajouté qu'il présentera à la Commission un rapport sur la conformité des titulaires de permis lors du renouvellement des permis et dans le cadre du rapport annuel sur les centrales nucléaires.
23. Le personnel de la CCSN a fait valoir que la mise en œuvre du document RD-204 complétera les outils de réglementation existants de la CCSN qui visent à s'assurer que le personnel concerné est qualifié, formé et accrédité pour exploiter les réacteurs nucléaires au Canada, et renforcera la responsabilité des titulaires de permis dans ces domaines.

24. La Commission demande plus de précisions au sujet de la surveillance des programmes des titulaires de permis et des mesures d'application proposées. Le personnel de la CCSN a répondu qu'il dispose d'une stratégie de conformité documentée qui comprend l'évaluation des programmes de chaque titulaire de permis afin d'en vérifier la conformité aux exigences. Il a ajouté qu'il procédera à une phase de conformité de base pour les programmes de formation et d'examen des titulaires de permis où il vérifiera si les programmes demeurent acceptables. Il a indiqué qu'au départ, la stratégie sera révisée annuellement et que par la suite, elle fera l'objet d'un examen tous les cinq ans, une fois sa mise en œuvre terminée. Le personnel de la CCSN a aussi expliqué son approche d'application progressive de mesures en fonction du risque, dans le cas d'une non-conformité.
25. En réponse à une question de la Commission sur la façon avec laquelle d'autres pays administrent leur processus d'examen, le représentant d'un titulaire de permis a indiqué qu'aux États-Unis, les titulaires de permis administrent des programmes qui sont inspectés par l'organisme de réglementation du pays, la *Nuclear Regulatory Commission*. Le personnel de la CCSN a souligné que l'approche proposée s'aligne sur les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

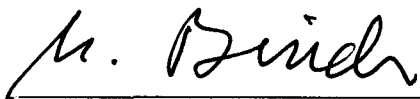
26. Avant de rendre une décision d'autorisation, la Commission doit être d'avis que toutes les exigences applicables de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*⁵ (*LCEE*) ont été satisfaites.
27. Le personnel de la CCSN a indiqué qu'il avait déterminé s'il fallait procéder ou non à une évaluation environnementale. Il a établi qu'une évaluation environnementale n'est pas exigée, en vertu du paragraphe 5(1) de la *LCEE*, puisque les modifications proposées sont de nature administrative.
28. Par conséquent, la Commission estime qu'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire avant d'examiner les demandes de modification de permis.

Conclusion

29. La Commission a examiné l'information et les mémoires des demandeurs, du personnel de la CCSN et des intervenants, consignés au dossier de l'audience.

⁵ L.C. 1992, ch. 37

30. La Commission estime que les demandeurs satisfont aux exigences du paragraphe 24(4) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*. Plus précisément, la Commission est d'avis que les demandeurs sont compétents pour exercer les activités que les permis modifiés autoriseront et que, dans le cadre de ces activités, ils prendront les mesures voulues pour protéger l'environnement, préserver la santé et la sécurité des personnes, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.
31. Tel qu'indiqué dans les recommandations du personnel de la CCSN, la Commission note que la CCSN n'a pas terminé son examen des documents « Partage des responsabilités à la Direction production nucléaire, MG-01-01 », révision 1.0, et « Programme de radioprotection, DR-46 », révision 0.1, inclus dans le permis proposé d'Hydro-Québec. Puisque la documentation doit être approuvée par la CCSN avant d'être mise en œuvre et qu'Hydro-Québec n'a pas besoin d'entamer des programmes de formation et d'examen en vue de l'accréditation, pour le moment, la Commission décide de fixer à plus tard la date d'entrée en vigueur du permis modifié. Le permis modifié entrera en vigueur lorsque les documents MG-01-01 et DR-46 d'Hydro-Québec auront été approuvés par la personne autorisée par la Commission. À cet égard, la Commission délègue le pouvoir d'approuver les documents au directeur général de la Direction de la réglementation des centrales nucléaires de la CCSN. La Commission s'attend à ce que la documentation soit finalisée de manière à permettre l'entrée en vigueur du permis modifié au plus tard le 1^{er} mai 2009.
32. Par conséquent, conformément à l'article 24 de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, la Commission modifie les permis d'exploitation d'un réacteur nucléaire délivrés à Ontario Power Generation Inc., Bruce Power Inc., Hydro-Québec et Énergie nucléaire du Nouveau-Brunswick pour leurs centrales nucléaires respectives.
33. La Commission assortit les permis des recommandations formulées par le personnel de la CCSN dans le document CMD 08-H28.A, ainsi que des modifications énumérées au paragraphe 10 du présent compte rendu.



Michael Binder
Président
Commission canadienne de sûreté nucléaire

JAN 29 2009

Date